

# Grosse pression sur la présidence du cdH

**Le malaise persiste au cdH. Son président, Benoît Lutgen, n'en finit plus de justifier son refus de participer aux négociations d'une coalition de centre-droit.**

Benoît Lutgen a-t-il commis une erreur en refusant de s'allier avec la N-VA? Certains affichent leur incompréhension face au choix du président du cdH. L'aile droite du parti grince des dents. Elle craint que la décision prise fasse fuir des électeurs, ne supportant plus le «scotchage» du cdH au PS.

Le président du cdH a envoyé une lettre aux membres du parti. Même s'il jure qu'il ne s'agissait pas d'une lettre de justification, elle en avait tout l'air. Alors qu'il croit avoir mis les choses à plat, une nouvelle fronde arrive. Selon «Le Soir», une dizaine d'économistes étiquetés cdH dont Olivier Lefèbvre (ex-patron d'Euro-next) et Etienne de Callatay (chief economist de la banque Degroof) ont

aussi pris la plume. Dans une lettre adressée à Benoît Lutgen, ils ont fait part de leurs préoccupations au président. Eux non plus ne comprennent pas le «refus rapide et sans appel de la note De Wever». Ils jugent que les arguments utilisés par Benoît Lutgen pour justifier son refus sont «légers». Pour eux, la note présentée était suffisamment tiède pour constituer une base de discussion.

Pour ces économistes, en entrant dans la coalition suédoise, le cdH aurait pu pousser pour des réformes socio-économiques en matière de compétitivité, de marché de l'emploi, de finances publiques et de pensions. Or, ils jugent que le PS, avec qui le cdH va gouverner au niveau régional, est moins enclin à entreprendre ce type de réforme, de peur de fâcher son électorat.

Certains patrons wallons pensent exactement la même chose. Luc Willame, ex-patron de Glaverbel, a aussi

écrit à Benoît Lutgen. Il note que le non adressé à Bart De Wever était «une catastrophe pour le pays et le cdH, une erreur historique». «Pour le maintien du pays, je suis très choqué que le cdH n'ait pas compris cet enjeu», insiste-t-il.

Face à ce vent de critiques, la présidence du cdH tient bon. Le Bastognard ignore ce type de commentaires. Il n'a pas répondu aux lettres. Aux membres de son parti qui le mettent en doute, à visage caché, il rappelle que la décision a été avalisée par une quasi-unanimité au sein du parti. Quant aux économistes, l'entourage de la présidence ironise: «Nous sommes parfois étonnés de lire que l'un ou l'autre économiste, cité comme potentiel futur ministre MR, redevienne étiqueté cdH. Peut-être y a-t-il là aussi quelque ambition personnelle».

## Que le MR en bave

Enfin, Benoît Lutgen renvoie vers une interview de Vincent Reuter, l'administrateur délégué de l'Union wal-

lonne des entreprises sur «La Première». «Il prédit à la suédoise une guérilla communautaire orchestrée par la N-VA». Le futur gouvernement va devoir réaliser 17 milliards d'économie. Des mesures difficiles seront nécessaires. Et dans ces circonstances, comment le MR, seul parti francophone à la table parviendra-t-il à influencer les décisions? Car c'est sur ça que l'Ardenne mise. Il attend que le MR en bave avec ses partenaires néerlandophones. De sorte qu'après les cinq ans, le cdH puisse récupérer ses électeurs. Reste à voir, si au bout de ces cinq années, l'électeur humaniste dissociera PS et cdH. Tel que le dit très justement Pieter Timmermans (lire son interview p. 4) à propos de Benoît Lutgen: «l'histoire lui donnera raison ou pas.»

A.S.

## «Le non du cdH est une catastrophe.»

LUC WILLAME

EX-PATRON DE GLAVERBEL